

STOP ARMING ISRAEL



Le 16 octobre 2023, une trentaine de syndicats palestiniens a lancé un appel international aux syndicats du monde entier (1), leur demandant de mettre fin à l'armement d'Israël. Cela a été le début de la campagne Stop Arming Israël, partout dans le monde. Le rassemblement aujourd'hui s'inscrit dans cette campagne, et répond à un appel pour une journée d'action mondiale contre les entreprises d'armement qui collaborent avec Israël.

La France est le 3ème pays le plus gros vendeur d'armes au monde. De grands groupes comme Thales, SAFRAN, DASSAULT, mais aussi de nombreuses PME, fabriquent et vendent du matériel militaire à Israël, ou ont des partenariats avec des marchands d'armes israéliens.

Fin Janvier, l'état israélien s'est assis sur la décision de la cour internationale de justice qui lui a ordonné de prendre toutes les mesures pour empêcher tout acte de génocide contre les Palestiniens et les Palestiniennes à Gaza.

Par ailleurs, la France a signé le traité sur le Commerce des Armes qui interdit la vente d'armements et leur emploi "vers des pays ou des zones de conflits où les droits humains sont bafoués". Mais cela ne l'empêche pas d'avoir des contrats avec des États impliqués dans de multiples répressions et massacres de civils (Palestine, Égypte, Turquie, Liban, Togo, Côte d'Ivoire, RDC, Chili, Arabie Saoudite, Bahreïn...) ou des guerres d'agression (Ukraine, Yémen, Syrie, Kurdistan...)

La guerre se fabrique près de chez nous

Dans notre région aussi, des entreprises fabriquent et vendent ces armes avec l'autorisation de l'État français.

La plupart de ces entreprises locales sont membres du **cluster EDEN**, qui est hébergé par la **Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon Métropole Saint-Étienne Roanne (CCI)**. Le cluster EDEN sert de lobby auprès des pouvoirs publics pour gagner des contrats d'armement partout dans le monde. Parmi ces entreprises, PGM Précision (Savoie) vend des fusils pour les tireurs d'élite de l'armée israélienne.

En Saône et Loire, **AMEFO** fabrique des blindages militaires. C'est une filiale de l'entreprise israélienne Plasan. Cette entreprise produit des blindés légers (Storrider et Sandcat) utilisés par l'armée et les forces de police israéliennes, et testés par le Banc National d'Épreuve de St Étienne, qui appartient à la CCI de Lyon. Dès l'attaque du 7 octobre, elle a mis les bouchées doubles pour fournir l'armée israélienne.

L'industrie de l'armement bénéficie aussi de multiples aides publiques

(Communes, Région, État) financées par nos impôts. La Vice-Présidente de Wauquiez, Stéphanie Pernod,



déclare que « la Région est fière de soutenir ses fleurons industriels spécialisés dans l'armement tant ce secteur est stratégique pour notre souveraineté, en plus de créer des emplois dans nos territoires. »

La CCI de Lyon, par le biais du cluster EDEN et du BNE, est donc directement impliquée (avec toutes les autres entreprises et universités qui collaborent militairement avec Israël) dans les massacres commis contre les palestiniens de Gaza et de Cisjordanie.

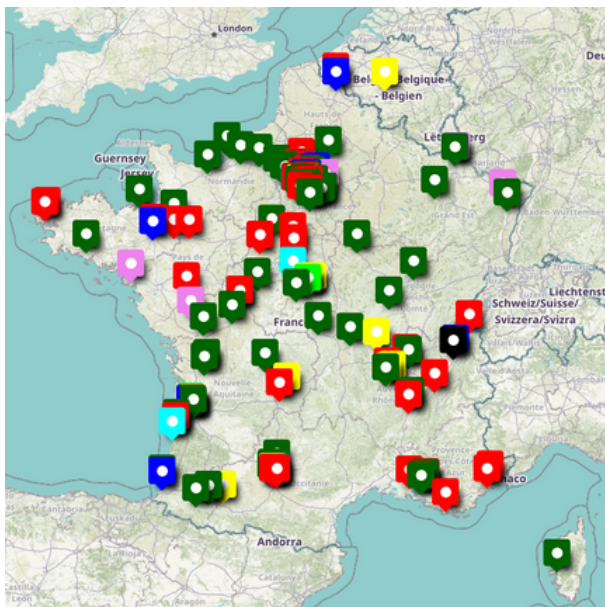
La guerre se fabrique près de chez nous. Refusons d'être passifs et complices au nom de mauvaises raisons économiques et stratégiques.

(1) Dans ce texte, ils appellent les syndicats à l'échelle internationale à :

- Refuser de fabriquer des armes destinées à Israël
- Refuser de transporter des armes vers Israël
- Adopter des motions à cet effet au sein de leur syndicat
- Prendre des mesures contre les entreprises complices qui participent à la mise en œuvre du siège brutal et illégal d'Israël, en particulier si elles ont des contrats avec leur institution
- Faire pression sur les gouvernements pour qu'ils cessent tout commerce militaire avec Israël

(2) Voir rapport de l'Observatoire des armements « les guerres se fabriquent près de chez nous » et informations fournies par la CRAAM Coordination Régionale Anti-Armements et Militarisme de Lyon.

Scannez ce QRCode pour visualiser les entreprises d'armement en France



Contact : palestine69@orange.fr

Rejoignez-nous !

